

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cellule Risques Accidentels  
19, Place de l'Ancien Foirail  
32000 Auch

Auch, le 16/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GERSYCOOP**

Bd des Pyrénées  
32300 Mirande

Références : 2025-0171-DP  
Code AIOT : 0006802202

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement GERSYCOOP implanté ZI 32500 Fleurance. L'inspection a été annoncée le 06/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection a été réalisée dans le cadre des suites données à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 12/03/2025 pris suite à l'accident survenu sur le site le 26/02/2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GERSYCOOP
- ZI 32500 Fleurance
- Code AIOT : 0006802202



- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2008, la coopérative céréalière GERSYCOOP a été créée par la fusion des Silos du Mirandais et de la Coopérative Agricole de Fleurance Avezan. Cette coopérative est spécialisée dans les céréales et dispose d'une dizaine d'installations classées dans le département du Gers. Sur le site de Fleurance, zone industrielle, le site est autorisé pour le stockage de céréales et soumis à déclaration pour le stockage d'ammonitrates.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Récolement
- Suite à sanction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des



suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la présente visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant s'est conformé aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 12/03/2025.

Toutes les étapes en vue du redémarrage du site ont été respectées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Levée de doute           | AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 3.1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 4  | Opérations               | AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 3.3 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 5  | Remise en service        | AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 4   | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 6  | Contrôle des équipements | AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 4.1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                            | Autre information   |
|----|---|--|---------------------|
| 1  | Restriction d'activité                            | AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 2   | Levée de suspension |
| 3  | Surveillance                                      | AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 3.2 | Levée de suspension |
| 7  | Phase de redémarrage                              | AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 4.2 | Levée de suspension |
| 8  | Remise du rapport d'incident/accident (R. 512-69) | AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 5   | Levée de suspension |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats



Lors de la présente visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant s'est conformé aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 12/03/2025.

Toutes les étapes en vu du redémarrage du site ont été respectées, quelques justificatifs doivent encore être transmis à l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Restriction d'activité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Restriction d'activité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>À compter du jour de notification du présent arrêté, tous les équipements de manutention et de transfert des céréales présents dans l'enceinte des silos n°1 et 2 sont mis à l'arrêt.<br>Excepté dans le cas où la mise en route des équipements seraient de nature à concourir à la mise en sécurité de l'installation et d'éviter un nouvel événement similaire, sur justificatif et après avoir recueilli l'avis de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les installations ont été mise à l'arrêt suite à l'évènement survenu sur l'élévateur n°5. Cet élévateur a été remis en service pendant 2 jours les 17 et 18/04/2025 dans le but de réaliser des tests, notamment de centrage de la bande, en vu du redémarrage de l'installation.<br>L'exploitant a réalisé les contrôles préventifs de tous les élévateurs du silo n°1 les 24 et 25/03.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de suspension   |

### N° 2 : Levée de doute

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 3.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Levée de doute  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans délais, l'exploitant procède à un examen des installations à risque immédiat et met en place les mesures nécessaires pour prévenir les risques d'accident, de pollution ou de nuisance dans l'attente de leur sécurisation complète.<br>En cas de suspicion de reprise du sinistre ou de sur-accident (présence de points chauds dans les cellules de stockage, fragilisation des structures, dysfonctionnement de l'aspiration), l'exploitant en informe sans délai les services de secours et le préfet. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a sécurisé les abords de l'installation.<br>La société EMD est intervenu : <ul style="list-style-type: none"><li>le lendemain de l'incident sur l'élévateur E5 pour traiter les débris de bardage amiantés,</li></ul>  |



- à J+2, le 28/02 pour le contrôle et la sécurisation de la structure de l'élévateur,
- les 19 et 20/03/2025 pour le démontage du bardage.

Tous les déchets d'amiante ont été placés dans des sacs dédiés et identifiés sur le site. Il sont en attente d'évacuation.

Le jour de l'inspection, le nouveau bardage constitué de tôles d'acier était en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire évacuer les déchets présents sur le site et transmettre les justificatifs (BSD) à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Surveillance**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance

**Prescription contrôlée :**

Un dispositif efficace garantit que seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès aux zones dangereuses ou rendues dangereuses par le sinistre. Une signalisation adaptée permet d'informer des dangers présents. Dans le cas contraire, un gardiennage dont les modalités sont décrites par l'exploitant permettant d'atteindre le même résultat est mis en place.

Sur la base des constats faits en application de l'article 3.1, l'exploitant définit et met en place une surveillance renforcée des équipements dégradés par le sinistre, notamment pour détecter au plus tôt tout début d'affaissement d'une structure.

L'exploitant prête une attention particulière aux mesures de maîtrises des risques. En cas d'endommagement les impactant, l'exploitant met en œuvre les actions correctives, ou, si ce n'est pas possible définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans cette situation, et le cas échéant, les met à l'arrêt.

**Constats :**

Des barrières ont été placées de manière à identifier et restreindre l'accès à la zone sinistrée. L'exploitant a commencé la mise en place d'un échafaudage le 19/03/2025 autour de l'élévateur E5.

L'examen de la structure des cellules par l'exploitant n'a pas donné lieu à la mise en place d'une surveillance renforcée. Le site est fermé en dehors des heures d'activité, qui plus est, la zone endommagée (potentiellement dangereuse) était signalée, aucun gardiennage supplémentaire n'a été mis en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de suspension

**N° 4 : Opérations**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 3.3



|  |
|--|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Opérations  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À compter du jour de notification du présent arrêté l'exploitant procède à un diagnostic des éventuelles dégradations subies lors de l'événement et à la réalisation des réparations qui en découlent et notamment concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les installations électriques,</li> <li>• les installations de dépoussiérage des silos n°1 et 2,</li> <li>• les structures des cellules et de l'ossature métallique,</li> <li>• la recherche d'éventuels points chauds dans les cellules de stockage,</li> <li>• la remise en état des équipements de manutention.</li> </ul>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>A la suite de l'évènement survenu sur l'élévateur 5, l'exploitant a procédé aux diagnostics et réparations suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la société FAUCHÉ Électricité est venu vérifier et sécuriser l'installation électrique le 31/03/2025.</li> <li>• Le débouchage des tuyauteries d'aspiration des poussières des silos 1, 2 et 3 a été réalisé par la société MDE, la facture du 08/03/2025 a été transmise, Un contrôle du réseau d'aspiration a été réalisé, certains débits étaient insuffisants, un nouveau diagnostic a été réalisé par la société DELTA NEU le 10/03/2025 a entraîné des modifications du réseau d'aspiration pour pouvoir atteindre les débits d'air nominaux avec une vitesse d'écoulement de 15 m/s. L'exploitant s'est équipé d'un anémomètre portatif pour contrôler les vitesses de l'air aux différents points d'aspiration. Une procédure de contrôle du réseau d'aspiration a été créée le 23/04/2025 et a été présentée. Les contrôles des vitesses d'écoulement de l'air sont réalisés une fois par semaine pendant un mois puis tous les deux mois, elles font l'objet d'un enregistrement et d'un suivi.</li> <li>• Les diagnostics concernant les structures des cellules et de l'ossature métallique ont été réalisées par la société MDE puis par l'exploitant le 28/04/2025.</li> <li>• L'exploitant a transmis en avril à l'inspection des installations classées le devis réalisé par la société BEDAUNET concernant la réalisation des éléments de jambage de l'élévateur E5, la facture de la société MDE du 23/04/2025 concernant la remise en état de l'élévateur E5 a été transmise.</li> <li>• L'exploitant a transmis la facture du 02/05/2025, concernant la remise en état du transporteur à chaîne TC7 réalisée par la société LTMS ainsi que les rapports de maintenance préventive des différents transporteurs à chaîne.</li> </ul> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les contrôles des débits d'air à l'origine du diagnostic DELTA NE, le diagnostic en question et les détails des modifications apportées au circuit d'aspiration,</li> <li>• le diagnostic concernant les structures des cellules et de l'ossature métallique réalisé par la société MDE.</li> </ul>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |



|   |
|---|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                 |

#### N° 5 : Remise en service

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remise en service   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la remise en service l'exploitant est tenu de réaliser une analyse des causes de l'événement et de présenter les mesures préventives ou correctives à prendre pour éviter un incident similaire, conformément aux dispositions de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2022 susvisé. À la suite de cette analyse, il réalisera la révision éventuelle des procédures et consignes d'exploitation visant à permettre l'exploitation des installations dans des conditions de sécurité optimales.</p> <p>L'exploitant informera par écrit l'inspection des installations classées de la réalisation effective des mesures prescrites dans l'article 3.3 et 4.1, assorties de toutes justifications utiles.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse des causes a été réalisée par La Coopérative Agricole Solution + : des traces d'échauffement de la chaîne du transporteur à chaîne TC7 sur son support ont été repérées et sont à l'origine de la source d'inflammation. L'hypothèse la plus vraisemblable associée à ce point chaud est un départ de feu de faible intensité liée à de la poussière consommée en pied d'élévateur E5 en fin de journée la veille.</p> <p>L'exploitant procède à des mesures préventives et des contrôles qui sont réalisés tous les ans sur l'état de la chaîne et son centrage. Ces contrôles sont maintenant renforcés par la vérification du support du guide de la chaîne.</p> <p>Une consigne et une procédure concernant le contrôle des débits d'aspiration a été créée, elles sont accompagnées par une fiche de contrôle et de suivi des vitesses d'écoulement de l'air.</p> <p>L'exploitant a mis en place 6 plaques soufflable sur les parois de l'élévateur E5.</p> <p>La fréquence des contrôles « ISO » reste annuelle, ces contrôles font l'objet de nouvelles fiches à partir du 24/03/2025. Ces contrôles comprennent le suivi des équipements de manutention et d'aspiration.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre en compte le retour d'expérience de cet incident dans la gestion des autres sites de la coopérative, il en attestera auprès de l'inspection des installations classées.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

#### N° 6 : Contrôle des équipements

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 4.1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des équipements                     |



|   |
|---|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en service des installations est conditionnée au contrôle du bon fonctionnement des équipements des silos n°1 et 2 et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les installations électriques, conformément aux dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2022 susvisé ;</li> <li>• la équipements de manutention conformément aux dispositions de l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2022 susvisé ;</li> <li>• le système d'aspiration conformément aux dispositions de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2022 susvisé ;</li> <li>• la vérification des structures de l'installation conformément aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2022 susvisé.</li> </ul>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé les contrôles suivants de ses équipements en vu du redémarrage du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les certificats de conformité électrique Q18 des silo 1, 2 et 3 ont été transmis, ils sont conformes pour le silo n°1 et non-conforme pour les silo 2 et 3, ils concluent : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ pour le silo n°1 : que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>◦ pour les silos n°2 et 3 : que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</li> </ul> </li> </ul> <p>Toutes les non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification électrique ont été corrigées par la société FAUCHÉ Électricité le 02/05/2025.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les équipements de manutention ont été vérifiés, l'élévateur E5 a été réparé (facture MDE du 23/04/2025 transmise) ainsi que le transporteur à chaîne TC7 (facture du 02/05/2025 de la société LTMS, maintenance réalisée avec changement du guide et des différents racleurs).</li> <li>• Le système d'aspiration centralisé a été débouché, facture du 08/03/2025 société MDE, les contrôles des vitesses d'écoulement ont été réalisés et une procédure crée.</li> <li>• Les diagnostics concernant les structures des cellules et de l'ossature métallique ont été réalisées par la société MDE puis par l'exploitant le 28/04/2025.</li> </ul> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les nouveaux certificats Q18 attestant de la conformité des installations électriques. Il doit transmettre le diagnostics concernant les structures des cellules et de l'ossature métallique réalisé par la société MDE.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>  |

**N° 7 : Phase de redémarrage**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 4.2</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Phase de redémarrage</p>                         |



|   |
|---|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la remise en exploitation des équipements de manutention et de transfert des céréales présents dans l'enceinte des silos n°1 et 2, l'exploitant s'assure que les installations sont placées en position sûre (par exemple : absence de points chauds, disponibilité des utilités, bon fonctionnement des capteurs, dispositifs de sécurité opérationnels, nouvelles consignes transmises, ...).</p> <p>L'exploitant définit les étapes et les opérations des éventuels essais de fonctionnement préalables à la remise en exploitation des équipements de manutention et de transfert des céréales présents dans l'enceinte des silos n°1 et 2, notamment celles devant faire l'objet d'une vigilance renforcée. Un document récapitulant ces étapes et opérations est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les deux alinéas précédents font l'objet d'enregistrements (opérateurs, tâche, date, résultats, etc.).</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a rédigé une procédure globale de redémarrage d'un équipement de manutention, cette procédure comprend 4 étapes de redémarrage et 5 points préalables :</p> <p>Les 5 points préalables sont les rapports de contrôle des installations notamment les contrôles aéraulique de l'année N-1 en cours de validité, les contrôles des dispositifs de sécurité, le rapport de contrôle des installations électrique vierge (ou avec les levées de non-conformités), des fiches de maintenance préventive des équipements de manutention à redémarrer et des documents Internes (fiche de redémarrage, ronde, etc.) nécessaire à l'enregistrement de la réalisation des étapes de redémarrage.</p> <p>Les 4 étapes de redémarrage sont :</p> <p>Étape 1 : Nettoyer et contrôler visuellement l'ensemble des équipements ;</p> <p>Étape 2 : Contrôler l'ensemble des sécurités des équipements de manutention et les sécurités salariés ;</p> <p>Étape 3 : S'assurer du démarrage et de l'asservissement de l'aspiration et mesurer les vitesses d'air ;</p> <p>Étape 4 : Redémarrer l'ensemble des installations du site.</p> <p>L'exploitant a transmis la fiche de suivi et d'enregistrement des tests préalables au redémarrage de l'élévateur E5.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de suspension</p>   |

**N° 8 : Remise du rapport d'incident/accident (R. 512-69)**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 12/03/2025, article 5</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remise du rapport d'incident/accident (R. 512-69)</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées le rapport d'incident / accident conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2022 susvisé. L'exploitant doit transmettre ce rapport dans les meilleurs délais et au maximum avant le 13 mars 2025.</p> <p>Ce rapport précise, notamment :</p> |



|   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• les circonstances et la chronologie de l'événement ;</li> <li>• l'analyse détaillée des causes (par exemple de type arbre des causes) et des dysfonctionnements ayant conduit à cet événement, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues ;</li> <li>• les conséquences de l'événement et des effets sur les personnes et l'environnement ;</li> <li>• les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un événement similaire;</li> <li>• un récolement à l'arrêté préfectoral encadrant l'activité concernée par l'événement ;</li> <li>• le retour d'expérience des événements similaires survenus, connus dans les bases de recensement de l'accidentologie de la profession ;</li> <li>• etc.</li> </ul> <p>Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires.</p> <p>Dans un délai maximal de 1 mois, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées le rapport détaillé de l'événement. Les résultats des éventuelles expertises et les rapports associés seront joints au rapport d'incident/accident détaillé.</p> <p>L'exploitant transmet ensuite à l'inspection des installations classées toute nouvelle information relative à l'événement recueillie après la remise de ce rapport.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis la version initiale de son rapport d'incident/accident le 13/03/2025 et la version complète le 12/05/2025. Ce rapport détaille les circonstances et les causes de l'accident, les effets et les actions engagées par l'exploitant.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de suspension</p>   |